

ACCORD ENTRE LA SUISSE ET LES ETATS-UNIS,
LA FRANCE ET LE ROYAUME-UNI, SUR LES AVOIRS
ALLEMANDS EN SUISSE

Le Gouvernement de la Confédération suisse (dénommé ci-après le Gouvernement suisse) d'une part, et les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la République Française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (dénommés ci-après les Trois Gouvernements) d'autre part,

ayant conclu, le 25 mai 1946, à Washington D.C. un accord (dénommé ci-après l'Accord de Washington)

considérant l'accord entre la Confédération suisse et la République Fédérale d'Allemagne sur les avoirs allemands en Suisse, conclu à Bonn, le 26 août 1952 (dénommé ci-après l'Accord germano-suisse)

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article premier

Le Gouvernement suisse versera immédiatement en faveur des Trois Gouvernements, à un compte à ouvrir auprès d'un établissement bancaire désigné par eux, la somme de francs suisses 121.500.000 qui, conformément aux dispositions de l'Accord germano-suisse, sera payée au Gouvernement suisse par le Gouvernement Fédéral allemand dans les deux semaines suivant la réception par ce dernier de la notification de

- 2 -

l'entrée en vigueur du présent Accord; de ce montant, toutefois, sera déduite la somme de francs suisses 20.000.000, qui a été avancée par le Gouvernement suisse conformément au Chapitre V de l'Annexe à l'Accord de Washington.

Quand ce paiement aura été fait au compte désigné, toutes les parties à l'Accord de Washington seront déliées de leurs obligations relatives aux avoirs allemands en Suisse dont les propriétaires résident sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne ou dans les secteurs occidentaux de Berlin, les dispositions de l'Accord de Washington et de son Annexe cesseront d'avoir effet à l'égard de ces avoirs et les revendications en ce qui les concerne des Trois Gouvernements et des Gouvernements au nom desquels ils agissent seront considérées comme réglées définitivement.

Les dispositions du présent Accord n'affectent en aucune manière la position de l'une quelconque des parties quant à l'application, l'interprétation et l'exécution de celles des dispositions de l'Accord de Washington qui ne sont pas touchées par le présent Accord.

Article 2

La législation en vigueur en Allemagne concernant la prise en charge et le recensement des avoirs allemands à l'étranger cessera d'avoir effet à l'égard des propriétaires allemands d'avoirs en Suisse. A cette fin, la Suisse cessera de figurer sur la liste de pays annexée à la Loi no 63 de la Haute Commission Alliée.

- 3 -

Article 3

Les dispositions du présent Accord et de l'Accord germano-suisse ne sauraient affecter en aucune manière la position que pourrait prendre l'un quelconque des membres de l'Agence Interalliée des Réparations à l'égard de tout accord sur les conflits de séquestre conclu ou à conclure entre le Gouvernement suisse et le pays en question.

Article 4

Aucune des dispositions du présent Accord ou de l'Accord germano-suisse ne devra être considérée comme conférant à une personne ou un gouvernement quelconques des droits sur quelque bien que ce soit soumis à la juridiction de l'un des pays qui se sont trouvés en guerre avec l'Allemagne après le 1er septembre 1939.

Article 5

Aux fins du présent Accord, le Gouvernement suisse déclare agir également au nom de la Principauté de Liechtenstein et les Trois Gouvernements déclarent agir au nom des pays membres de l'Agence Interalliée des Réparations.

Article 6

Le présent Accord entrera en vigueur lorsque

- a) les Trois Gouvernements auront reçu du Gouvernement suisse notification de l'approbation dudit Accord par les Autorités suisses compétentes, et que

- 4 -

b) les Accords entre la Confédération suisse et la République Fédérale d'Allemagne sur les avoirs allemands en Suisse et sur le règlement des créances de la Confédération suisse à l'encontre de l'ancien Reich allemand seront entrés en vigueur.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait en quatre exemplaires à Berne, le vingt-huit août 1952, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la Suisse

Pour le Gouvernement
des Etats-Unis

Pour le Gouvernement
de la France

Pour le Gouvernement
du Royaume-Uni



J. Chaux

Al Patterson

Scrivener

AGREEMENT BETWEEN SWITZERLAND AND FRANCE,
THE UNITED KINGDOM AND THE UNITED STATES,
CONCERNING GERMAN PROPERTY IN SWITZERLAND.

The Government of the Swiss Confederation (hereinafter referred to as the Swiss Government), on the one hand, and the Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America (hereinafter referred to as the Three Governments), on the other

Having concluded an agreement on May 25, 1946, at Washington, D.C., (hereinafter referred to as the Washington Accord),

And taking into consideration the agreement entered into between the Swiss Confederation and the Federal Republic of Germany concerning German property in Switzerland on August 26, 1952, at Bonn, (hereinafter referred to as the Swiss-German Agreement).

HEREBY AGREE AS FOLLOWS:

Article 1

The Swiss Government shall without delay pay in favor of the Three Governments into an account to be opened with a banking institution designated by the Three Governments the sum of Swiss Francs 121.500.000, which, under the terms of the Swiss-German Agreement, will be paid to the Swiss Government by the German Federal Government within two weeks after the receipt by the German Federal

- 2 -

Government of notification of the entry into force of the present agreement, subject, however, to the deduction from said sum of Swiss Francs 20.000.000 which have been advanced by the Swiss Government in accordance with Section V of the Annex to the Washington Accord.

When payment into the designated account is made, the obligations of all parties to the Washington Accord with respect to German assets in Switzerland which are owned by persons who are resident in the German Federal Republic and in the Western Sectors of Berlin shall be regarded as discharged and the provisions of the Accord and the Annex thereto shall cease to have effect with respect to such assets, and the claims of the Three Governments and of the governments on whose behalf they are acting to such assets shall be regarded as finally settled.

The provisions of this agreement shall be without prejudice to the position of any country, party to this agreement, respecting the application, interpretation and fulfillment of such provisions of the Washington Accord as are not affected by this agreement.

Article 2

The legislation existing in Germany concerning the vesting and marshalling of German external assets shall be deprived of effect with regard to German holders of assets in Switzerland by the elimination of Switzerland from the list of countries in the schedule to Allied High Commission Law No. 63.

- 3 -

Article 3

The terms of this agreement and of the Swiss-German Agreement, shall be without prejudice to any position which a country that is a member of the Inter-Allied Reparation Agency may take respecting any inter-custodial agreement concluded or to be concluded between the Swiss Government and such country.

Article 4

Nothing in this agreement or in the Swiss-German Agreement shall be deemed to confer upon any person or government rights regarding any property under the jurisdiction of any country which was at war with Germany after September 1, 1939.

Article 5

The Swiss Government is acting in respect to this agreement also on behalf of the Principality of Liechtenstein. The Three Governments are acting in respect to this agreement on behalf of the countries which are members of the Inter-Allied Reparation Agency.

Article 6

This agreement shall enter into force when:

- a) The Three Governments have been notified by the Swiss Government that this agreement has been approved by the appropriate Swiss authorities, and
- b) The agreements between the Swiss Confederation and the Federal Republic of Germany concerning German property in Switzerland and concerning settlement of the claims of the Swiss Confederation against the former German



- 4 -

Reich become effective.


In witness whereof the undersigned, being duly authorized by their respective Governments, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in quadruplicate at Berne on the twenty-eighth day of August, 1952, in English and French, both texts being equally authentic.

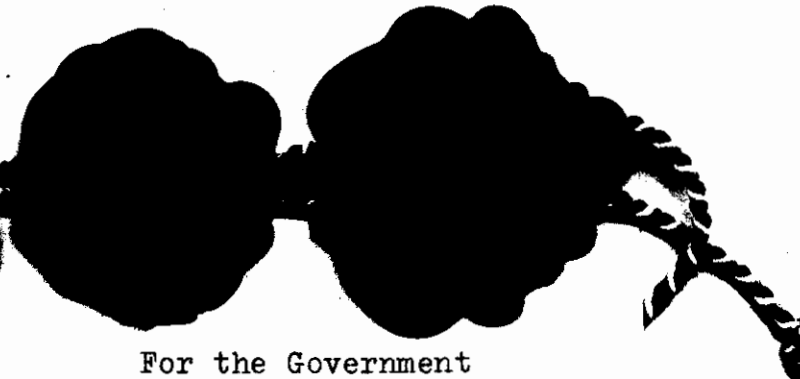
For the Government
of Switzerland



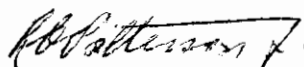
For the Government
of France

For the Government
of the United Kingdom

For the Government
of the United States



BERNE, le 28 août 1952.

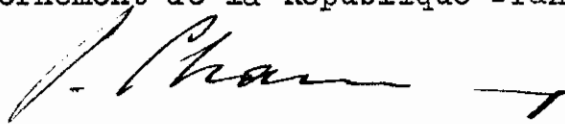
Monsieur le Ministre,

Se référant à l'Accord entre la Confédération suisse et la République Fédérale d'Allemagne sur les avoirs allemands en Suisse signé le 26 août 1952 à Bonn, les Gouvernements de la République Française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique, tiennent à appeler l'attention du Gouvernement suisse sur le fait que l'accord susvisé ne comporte aucune disposition à l'effet d'exempter les avoirs des victimes du nazisme n'ayant pas laissé d'héritiers des clauses de cet accord relatives aux contributions, et de définir le régime applicable à ces avoirs. Les trois Gouvernements acceptent l'omission d'une telle disposition compte tenu de la déclaration, faite par le Gouvernement suisse au cours des discussions avec les trois Gouvernements sur le sort des avoirs allemands en Suisse, selon laquelle il n'existe pas en Suisse d'avoirs de cette nature.

Les trois Gouvernements demandent cependant, pour le cas où des avoirs de cette nature seraient découverts dans l'avenir, que le Gouvernement suisse étudie avec bienveillance la possibilité d'affecter ces avoirs à l'assistance et à l'aide aux victimes du nazisme.


Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Pour le Gouvernement de la République Française

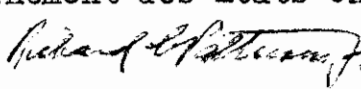


Monsieur Walter STUCKI
Ministre Plénipotentiaire
Chef de la Délégation suisse
à B E R N E

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord



Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique



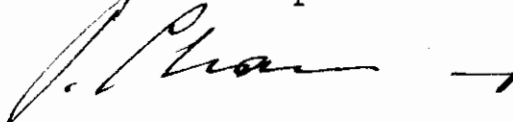
Bern, Switzerland
August 28, 1952.

Dear Mr. Minister:

With reference to the agreement between the Swiss Confederation and the German Federal Republic concerning German Property in Switzerland, which was signed on August 26, 1952, at Bonn, the Governments of the French Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the United States of America desire to draw the attention of the Swiss Government to the fact that the above-mentioned agreement does not contain any provision for the exemption of the assets of heirless Nazi victims from the provisions of the agreement respecting contributions and determining the disposition of such assets. The Three Governments accept the omission of such a provision in view of the statement that there are no such assets in Switzerland which statement was made by the Swiss Government in the course of discussions with the Three Governments respecting the disposition of German assets in Switzerland.

The Three Governments request, however, that, if any such assets should be discovered in the future, the Swiss Government will give sympathetic consideration to the application of such assets for relief and rehabilitation of victims of Nazi actions.

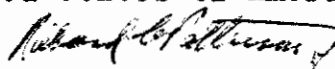
For the Government of the
French Republic



For the Government of the
United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland



For the Government of the
United States of America



Mr. Walter Stucki
Minister Plenipotentiary
Chief of the Swiss Delegation,
Bern, Switzerland

VERTRAULICH

BRIEFWECHSEL VOM 28. AUGUST 1952 ANLÄSSLICH DER
 UNTERZEICHNUNG DES ZWISCHEN DER SCHWEIZ UND FRANKREICH
 DEM VEREINIGTEN KÖNIGREICH UND DEN VEREINIGTEN STAATEN
 ÜBER DIE DEUTSCHEN VERMÖGENSWERTE IN DER SCHWEIZ.

(UEBERSETZUNG)

1. Brief der Drei Regierungen an die schweizerische Regierung
 betreffend die Gemischte Kommission:

" Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass im Ver-
 laufe der soeben beendigten Besprechungen Einverständnis
 darüber erzielt wurde, dass die gemäss dem Abkommen von
 Washington vom 25. Mai 1946 errichtete gemischte Kom-
 mission aufgehoben wird, sobald das heute unterzeichnete
 Abkommen zwischen der Schweiz und Frankreich, dem Ver-
 einigten Königreich und den Vereinigten Staaten betref-
 fend deutsche Vermögenswerte in der Schweiz in Kraft
 tritt."

Die schweizerische Regierung übergab den Drei Regierungen
 einen gleichlautenden Brief.

2. Brief der Drei Regierungen an die schweizerische Regierung
 betreffend die Artikel IV und VI des Abkommens von Washing-
 ton:

" Die Regierungen der Parteien des Abkommens von
 Washington vom 25. Mai 1946 waren über eine Reihe von
 Fragen, die durch dieses Abkommen aufgeworfen wurden, ver-
 schiedener Meinung und hatten gehofft, dass bei den kürz-
 lichen Verhandlungen über, unter anderem, das Problem der
 deutschen Vermögenswerte in der Schweiz Mittel gefunden
 würden, diese Meinungsverschiedenheiten beizulegen. Dies
 war jedoch nicht in allen Punkten möglich.

Die Parteien des Abkommens von Washington schliessen
 nun ein neues Abkommen ab. Es erscheint erwünscht, dass
 sie das Fortbestehen der Meinungsverschiedenheiten hin-
 sichtlich der Artikel IV und VI und der damit in Zusam-
 menhang stehenden Rechtsgrundsätze, sowie die Tatsache
 anerkennen, dass das heute geschlossene Abkommen diese Mei-
 nungsverschiedenheiten nicht löst. Die Standpunkte der
 Parteien des Abkommens bleiben somit, was die Artikel IV
 und VI und die damit im Zusammenhang stehenden Rechtsgrund-
 sätze betrifft, die, welche bisher zum Ausdruck gebracht
 wurden.

Wir möchten gerne wissen, ob Sie mit dem Vorstehen-
 den einverstanden sind. "

- 2 -

Die schweizerische Regierung bestätigte ihr Einverständnis mit dem Vorstehenden.

3. Brief der Drei Regierungen an die schweizerische Regierung betreffend die Vermögenswerte der erbenlosen Opfer des Nationalsozialismus:

" Unter Bezugnahme auf das zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundesrepublik Deutschland am 26. August 1952 in Bonn geschlossene Abkommen über die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz möchten die Regierungen der Französischen Republik, des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland und der Vereinigten Staaten von Amerika die Schweizerische Regierung auf die Tatsache aufmerksam machen, dass das genannte Abkommen keine Bestimmung enthält, wonach die Vermögenswerte von erbenlosen Opfern des Nationalsozialismus von den Bestimmungen über die Beitragsleistung ausgenommen sind oder sonstwie eine besondere Behandlung geniessen. Die Drei Regierungen nehmen die Weglassung einer solchen Bestimmung im Hinblick darauf hin, dass die Schweizerische Regierung im Verlaufe der Besprechungen mit den Drei Regierungen über die Behandlung der schweizerischen Vermögenswerte in der Schweiz erklärt hat, dass keine derartigen Vermögenswerte vorliegen.

Die Drei Regierungen verlangen indessen, dass, wenn derartige Vermögenswerte in der Zukunft entdeckt werden, die schweizerische Regierung mit Wohlwollen die Möglichkeit prüft, sie für die Hilfe an die Opfer des Nationalsozialismus und für deren Rehabilitierung zu verwenden."

Die schweizerische Antwort teilt das Einverständnis der schweizerischen Regierung mit.

4. Brief der schweizerischen Regierung an die Drei Regierungen betreffend den Schutz der Interessen nichtdeutscher Staatsangehöriger, von Opfern von Verfolgungen usw.:

" Unter Bezugnahme auf das zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Bundesrepublik Deutschland am 26. August 1952 in Bonn geschlossene Abkommen betreffend die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz erkennt die schweizerische Regierung an, dass die Regierungen der Französischen Republik, des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland und der Vereinigten Staaten von Amerika an den Bestimmungen über den Schutz der Interessen von nichtdeutschen Staatsangehörigen, von Opfern von Verfolgungen und von Personen, die ihr Vermögen im Restitutionsverfahren wieder erlangt haben, ein Interesse haben, und nimmt zur Kenntnis, dass die betreffenden Bestimmungen nicht abgeändert werden können, ohne dass vorgehend durch Anfrage bei den Drei Regierungen festgestellt wurde, dass die Abänderungen für diese annehmbar sind."

-3-

In der Antwort der Drei Regierungen wird von Vorstehendem Kenntnis genommen.

5. Brief der schweizerischen Regierung an die Drei Regierungen betreffend die fremden Interessen an deutschen Gesellschaften ausserhalb der Schweiz und Deutschlands:

" Bei der Festsetzung der Beiträge für die Befreiung der in Artikel 18 (1) 3 des schweizerisch-deutschen Abkommens über die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz erwähnten Vermögenswerte sind die schweizerischen Behörden bereit, die ausländischen Interessen an Gesellschaften ausserhalb Deutschlands und der Schweiz, an denen Deutsche in Deutschland direkt oder indirekt zu 50% oder mehr beteiligt sind, zu berücksichtigen, wenn die ausländischen Interessen 25% oder mehr betragen und schon am 16. Februar 1945 bestanden. In diesen Fällen wird der Beitrag entsprechend herabgesetzt.

Der obige Grundsatz wird indessen nur gegenüber denjenigen Ländern angewendet, die auf Grund eines internationalen Abkommens oder auf Grund feststehender Praxis ähnliche schweizerische Interessen an Vermögenswerten im betreffenden Lande, die Gesellschaften mit einer schweizerischen Beteiligung von 25% oder mehr gehören, in ähnlicher Weise berücksichtigen."

In der Antwort der Drei Regierungen wird vom Vorstehenden Kenntnis genommen.

6. Brief der schweizerischen Regierung an die Drei Regierungen betreffend die Guthaben der Saarländer:

" Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass im Verlaufe der eben beendeten Verhandlungen folgendes vereinbart wurde:

Alle Parteien des Abkommens von Washington sind ihrer Verpflichtungen hinsichtlich jener Vermögenswerte in der Schweiz, welche Bewohnern der Saar gehören, entbunden, und die Bestimmungen dieses Abkommens und seiner Beilage fallen, was diese Vermögenswerte betrifft, dahin.

Die schweizerische Regierung wird diese Vermögenswerte unverzüglich nach Inkrafttreten des heute abgeschlossenen Abkommens zwischen der Schweiz und Frankreich, dem Vereinigten Königreich und den Vereinigten Staaten von der Sperre befreien."

Die Drei Regierungen übergaben der schweizerischen Regierung einen gleichlautenden Brief.

-4-

7. Brief der schweizerischen Regierung an die Regierung der Vereinigten Staaten betreffend die amerikanischen und schweizerischen Interessen an deutschen Gesellschaften ausserhalb der Schweiz und Deutschlands.
-

" Bei der Festsetzung des Beitrages, der für die Befreiung der in Artikel 18 (1) 3 des schweizerisch-deutschen Abkommens betreffend die deutschen Vermögenswerte in der Schweiz erwähnten Vermögenswerte zu zahlen ist, sind die schweizerischen Behörden bereit, die amerikanischen Interessen an solchen Vermögenswerten zu berücksichtigen, sofern diese Interessen 25% oder mehr betragen und schon am 16. Februar 1945 bestanden. In solchen Fällen wird der Beitrag entsprechend herabgesetzt.

Die schweizerische Regierung drückt die bestimmte Hoffnung aus, dass die amerikanischen Behörden umgekehrt ähnlichen schweizerischen Interessen an Vermögenswerten in den Vereinigten Staaten, welche den in der oben erwähnten Bestimmung genannten Gesellschaften gehören, Rechnung tragen werden und zwar ohne dass in jedem Falle ein gerichtliches Verfahren nötig ist."

Die Regierung der Vereinigten Staaten nimmt in ihrer Antwort vom Vorstehenden Kenntnis.
